



Selon RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir (photo ci-dessus), il faut arrêter d'instrumentaliser la dichotomie « merina-côtiers » pour cacher son assujettissement à l'appât du gain.

Je réagis contre les personnes qui brandissent le fanion de la cause côtière pour obtenir le poste de Premier Ministre. Ne prenez plus le peuple malgache au biberon parce que vous n'avez même pas soutenu les candidats côtiers lors des 1er et 2è tours de l'élection présidentielle. Vous savez pertinemment que la décentralisation est paralysée par la fameuse ordonnance de 1973, mais vous n'avez pas bougé le petit doigt pour soutenir le référendum constitutionnel. Vous n'avez manifesté aucune volonté politique de revendiquer les budgets provinciaux transférés arbitrairement au Pouvoir central depuis 1973 ; vous restez dans l'immobilisme devant une constitution qui continue à être bien embellie par le terme de décentralisation effective.

Maintenant, pour accéder à la haute fonction de la primature, on s'acharne contre l'ex-président de l'autorité de transition, Andry Nirina Rajoelina, alors qu'étant dans la même barque pendant quatre ans, ces candidats ont gardé un silence honteux pour vénérer Patrick Leloup.

Certes, je ne connais pas les solutions de fond de la part d'Andry Rajoelina pour le redressement du pays. Toutefois, il avait l'audace politique de ne pas céder aux pressions de la communauté internationale pendant quatre ans de transition. Notre pays a quand même besoin d'une personnalité politique similaire pour discuter courageusement les enjeux des investissements internationaux avec les bailleurs de fond. N'oublions surtout pas qu'un candidat imposé par la communauté internationale n'est pas forcément une bonne solution. Le développement harmonieux et équilibré de notre pays n'est pas la priorité des investisseurs internationaux, mais la soumission de nos dirigeants à leurs critères, en l'occurrence :

- le degré de libéralisation du commerce extérieur (licences, contrôle des changes, quotas) ;

- les tarifs douaniers et le démantèlement de toutes les barrières déguisées ;

- les quotas à l'importation ;

- la disponibilité en devises au taux officiel pour le règlement des importations ;

- la disponibilité générale en devises pour leurs entreprises multinationales ;

- les tarifs de crédits et assurances à l'export ; - le taux de change réel et sa stabilité ;

- la « bonne gouvernance » qui inclut le caractère restreint des dépenses publiques et du déficit budgétaire ;

- le taux faible d'imposition des bénéficiaires et des revenus et de la TVA ;

- le coût des charges sociales payables par les employeurs et les employés ;

- les pesanteurs du contrôle gouvernemental sur les organisations professionnelles ;

- la capacité du gouvernement à fournir une aide à la firme en cas de difficultés ;

- le degré d'indépendance des entreprises vis-à-vis du gouvernement ;
- le taux d'investissement par rapport au PIB et au taux d'épargne ;
- le délai de transfert de l'argent à un fournisseur étranger, etc...

L'empressement de la communauté internationale à reconnaître le résultat de l'élection présidentielle n'est pas alors désintéressé en ce sens que les indicateurs retenus par les investisseurs ne concernent que faiblement le développement proprement dit ; et à titre d'éclairage, pas moins de 200 firmes ont des départements politiques au sein de l'Union Européenne, cherchant à influencer les décisions de celle-ci ; la non prise en compte à Madagascar de la formation critique et de la culture nationale nécessaire à la constitution d'une authentique société civile et de cadres aptes à initier et à maîtriser une voie de développement ajustée aux réalités nationales, en est un exemple éloquent.

Il n'est pas superflu de mettre en exergue que si la qualification des magistrats bénéficie à toute la société, l'indépendance que recherchent les firmes transnationales pour restreindre les risques d'arbitraire ne concerne que le contentieux économique et financier. Or, c'est souvent la dépendance et non l'indépendance des juridictions vis-à-vis des autorités locales qui conduisait à favoriser le justiciable étranger afin de renforcer l'attractivité du pays d'accueil (c'était le cas dans les pays de l'Est).

Tout cela pour dire que la nomination du futur Premier Ministre ne devra pas être fondée exclusivement sur le nombrilisme ethnique (côtier et merina). En effet, la majorité côtière à l'assemblée nationale a déclenché la procédure d'empêchement pour faire partir le professeur Zafy Albert du pouvoir ; Andry Rajoelina, merina a fait tomber le régime de Marc Ravalomanana, de la même ethnique que lui ; des personnalités militaro-civiles côtières ont joué un grand rôle pour renverser les provinces autonomes. En outre, le Ray amandreny patriote Monja Jaona (paix à son âme) avait été élu député à Antananarivo. S'y ajoute un cas tragique : une personnalité côtière avait donné l'ordre de fusiller des fédéralistes à l'aéroport de Diego et au Cemes (Soanierana) en 1992, mais jusqu'à présent, il n'y a toujours pas de réconciliation.

Cessez de diviser pour régner, puisque les malgaches vont toujours ensemble pour une cause

commune.

Le redressement de notre pays exige un Premier Ministre qui a de l'habilité pour surmonter les enjeux des investissements internationaux, tels que : la financiarisation des relations internationales, la réduction de « l'Etat-providence » en « firme-providence », la fracture Nord-Sud, les enjeux politiques et culturels, etc.

En un mot:

- un premier ministre côtier : oui, mais il faut qu'il soit intègre, honnête, et non quelqu'un qui a un passé lourd en matière de corruption et qui n'a pas de bonne moralité sociale

- Un premier ministre merina : oui, mais pas trop nostalgique des temps d'avant 1896, attentatoires à la décentralisation irréversible et à l'unité nationale.

Fait à Paris, le 19 janvier 2014

RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir